



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.378/2
du 6 février 2025

advies 77.378/2
van 6 februari 2025

sur

over

une proposition de loi
‘modifiant les articles 572*bis*
et 1184 du Code judiciaire, le
chapitre VI, du livre IV, de la
quatrième partie du même
Code, relatif aux partages et
licitations, ainsi que
l’article 4.101 du Code civil’
et sur les amendements
n^{os} 1 à 6

een wetsvoorstel ‘tot wijziging
van de artikelen 572*bis*
en 1184 van het Gerechtelijk
Wetboek, van het
hoofdstuk VI, van boek IV,
van het vierde deel van
hetzelfde Wetboek, met
betrekking tot de verdelingen
en veilingen, evenals van
artikel 4.101 van het
Burgerlijk Wetboek’ en over
de amendementen nrs 1 tot 6

Le 8 janvier 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur une proposition de loi 'modifiant les articles 572*bis* et 1184 du Code judiciaire, le chapitre VI, du livre IV, de la quatrième partie du même Code, relatif aux partages et licitations, ainsi que l'article 4.101 du Code civil', déposée par M. Philippe GOFFIN et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2024, n° 56-0272/001) et sur les amendements n°s 1 à 6 déposés par MM. Philippe GOFFIN et Pierre JADOUL (*Doc. parl.*, Chambre, 2024-2025, n° 56-0272/002).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 3 février 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditrice, et Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2025.

*

Op 8 januari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van de artikelen 572*bis* en 1184 van het Gerechtelijk Wetboek, van het hoofdstuk VI, van boek IV, van het vierde deel van hetzelfde Wetboek, met betrekking tot de verdelingen en veilingen, evenals van artikel 4.101 van het Burgerlijk Wetboek', ingediend door de heer Philippe Goffin c.s. (*Parl.St.*, Kamer, 2024, nr. 55-0272/002) en over de amendementen nrs 1 tot 6, ingediend door de heren Philippe GOFFIN en Pierre JADOUL (*Parl.St.*, Kamer, 2024-2025, nr. 55-0272/002).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 3 februari 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur, en Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 februari 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

OBSERVATION GÉNÉRALE

La proposition de loi à l'examen entend notamment mettre fin à une insécurité juridique née de controverses doctrinales sur la possibilité pour le(s) héritier(s) réservataire(s) exhérédé(s) du fait du legs universel – opéré par le *de cuius* – d'introduire une action judiciaire en liquidation-partage telle que visée aux articles 1207 et suivants du Code judiciaire.

Les auteurs de la proposition exposent plus précisément qu'il existe une divergence doctrinale sur le statut des bénéficiaires de l'indemnité de réduction visée aux articles 4.150 et 4.156 du Code civil (héritiers réservataires exhérédés), dans l'hypothèse d'un legs universel du *de cuius* à un autre héritier.

Comme l'exposent les développements de la proposition, certains auteurs de doctrine ¹ les assimilent à de « simples créanciers (chirographaires) » et non plus à des « héritiers » à part entière, certes limités au paiement de leur réserve en valeur. Un autre pan de la doctrine ² soutient que le législateur, à l'occasion de l'adoption de la loi du 31 juillet 2017 'modifiant le Code civil en ce qui concerne les successions et les libéralités et modifiant diverses autres dispositions en cette matière', n'a pas eu pour intention de modifier la qualification et le statut juridique des bénéficiaires de la réserve (payable en valeur) ni la nature juridique de celle-ci mais uniquement les modalités affectant l'octroi de ladite réserve.

[‡] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ G. HOLLANDERS DE OUDERAEN et J. FILLENBAUM, « La réserve en valeur : aperçu de quelques impacts civils (passés inaperçus) », *Rev. not.*, 2021, pp. 1026-1034 ; V. WYART, « La réduction en valeur et les droits du conjoint survivant », in *Le couple et le droit patrimonial de la famille*, sous la coord. de V. WYART, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 99 et s. ; F. LALIÈRE, « Le légataire face à l'acquisition de la propriété, à la délivrance, à la réserve en valeur et à l'acte d'hérédité », in *Le « nouveau » testament. Le testament sous ses nouvelles facettes*, ALN, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 203 et s.

² F. TAINMONT, « Quelques incidences pratiques de la réforme du droit des successions », in *Tapas de droit notarial 2022*, sous la dir. de F. TAINMONT et J.-L. VAN BOXSTAEL, coll. Patrimoine et notariat, Bruxelles, Larcier, 2022, pp. 7 et s. ; J.-L. RENCHON, « Actualités en droit des successions. À propos de certains effets problématiques de la réforme de notre droit des successions », in *États généraux du droit de la famille IV*, Bruxelles-Limal, Larcier-Anthémis, 2022, pp. 83 et s.

Dans ce cadre, les auteurs de la proposition de loi énoncent :

« [s]'il n'appartient pas aux auteurs de la présente proposition de se prononcer sur le bien-fondé des thèses en présence *de lege lata*, le seul constat de l'existence d'une controverse quant à la possibilité de mettre en œuvre la procédure de liquidation-partage judiciaire dans les hypothèses envisagées ici justifiera assurément une intervention législative afin de mettre fin aux hésitations actuelles et de restaurer la sécurité juridique.

Dans ce contexte, la présente proposition de loi a pour objet de mettre fin à l'incertitude actuelle, en adaptant ponctuellement les dispositions relatives au partage judiciaire [et au partage amiable] contenues dans le Code judiciaire, afin de rendre celles-ci également applicables lorsque, à défaut d'indivision entre les parties, un partage n'est pas requis mais qu'une liquidation s'impose néanmoins au vu de la fixation des droits de celle-ci ».

Il s'agit donc de prévoir expressément la possibilité, dans le cadre de la mise en œuvre des articles 1207 et suivants du Code judiciaire, d'une liquidation des droits sans, le cas échéant, partage subséquent, à défaut – selon les auteurs de la proposition – d'existence d'une indivision entre les parties dans cette hypothèse.

Comme il ressort des développements reproduits ci-avant, la proposition n'entend pas trancher les thèses doctrinales en présence mais se donne pour objet de garantir la sécurité juridique en consacrant les effets liés à l'absence d'indivision alléguée et, conséquemment, à l'impossibilité qui en découlerait de mettre en œuvre la procédure de liquidation-partage visée aux articles 1207 et suivants du Code judiciaire, compte tenu de ce que les héritiers réservataires exhérédés seraient considérés comme de simples créanciers chirographaires en présence d'un legs universel. L'intervention du législateur n'aurait certes pas été nécessaire s'il avait été considéré que le principe du paiement de la réserve en valeur devait être analysé comme une simple modalité d'un partage des biens successoraux avec cette conséquence que la procédure de liquidation-partage trouverait à s'appliquer mais telle ne paraît cependant pas être la prémisse retenue par les auteurs de la proposition.

Il reste que, selon la doctrine précitée, d'autres effets juridiques sont directement liés à l'interprétation du statut des « héritiers » réservataires exhérédés dans l'hypothèse étudiée – selon qu'ils sont considérés comme de simples créanciers chirographaires ou comme des héritiers à part entière, ayant ou non le statut d'indivisaire (et donc de copartageant). Certains auteurs considèrent, en effet, que l'absence d'indivision entre l'héritier désigné en tant que légataire universel et l'héritier réservataire exhérédé aurait pour conséquences, notamment ³ :

– l'extinction instantanée de la saisine des héritiers réservataires exhérédés par l'acceptation de son legs par le légataire (article 4.194 du Code civil) ;

– l'absence de mention des héritiers réservataires exhérédés dans l'acte d'hérédité dressé par le notaire (article 4.59, § 2, du Code civil) ;

³ J.-L. RENCHON, *op. cit.*, pp. 102-103 ; F. TAINMONT, *op. cit.*, spéc. pp. 15, 17 et 23 ; G. HOLLANDERS DE OUDERAEN et J. FILLINBAUM, *op. cit.*, pp. 1027 et s.

– l'absence de sollicitation des notifications sociales et fiscales pour les héritiers réservataires exhéredés (articles 4.98 à 4.100 du Code civil) ;

– que le légataire universel serait seul tenu aux charges et dettes de la succession (articles 4.98 à 4.100 du Code civil) ;

– l'absence de faculté de mettre en œuvre le mécanisme de rapport de dettes (articles 4.94 et suivants du Code civil) ;

– l'inapplicabilité de l'opposition à partage telle que réglementée à l'article 4.101 du Code civil.

Par cohérence et afin de garantir la sécurité juridique de manière globale, il y aurait lieu de régler les autres questions qui découlent du constat d'une absence de partage à effectuer à l'égard de l'héritier réservataire exhéredé et de la mise en place de la procédure « de simple liquidation » faisant l'objet de la présente proposition.

Il sera tenu compte de ces observations dans la suite des travaux parlementaires.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

DISPOSITIF

Article 3

Il est renvoyé aux observations formulées sous l'amendement n° 2.

EXAMEN DES AMENDEMENTS

Amendement n° 2

1. Les auteurs de la proposition entendent confirmer la compétence concurrente du juge de paix et du tribunal de la famille pour trancher les difficultés liées aux opérations d'inventaire auxquelles le notaire en charge de la liquidation serait confronté.

2. Les justifications avancées concernant l'amendement n° 2 indiquent que l'intention n'est pas de permettre que le notaire puisse saisir les deux juridictions de manière successive mais bien que le notaire puisse disposer d'une alternative : soit saisir le juge de paix, soit saisir le tribunal de la famille, selon la juridiction qu'il estime la plus adéquate pour solutionner le litige ou la difficulté, en manière telle que la juridiction choisie sera saisie de manière définitive.

Ce caractère définitif ne ressort cependant clairement ni de l'article 3 initial de la proposition ni de sa reformulation proposée par l'amendement n° 2.

Dans un souci de sécurité juridique et afin de rencontrer adéquatement l'intention poursuivie, le législateur veillera à mieux faire apparaître que, dans le cadre de l'alternative laissée au notaire, le choix que ce dernier opérera pour l'une ou l'autre juridiction aura un caractère définitif.

3. L'amendement n° 2 entend résoudre la question du mode de saisine du juge de paix par le notaire confronté à une difficulté dans le cadre de l'inventaire.

Les auteurs de l'amendement prévoient à cette fin de mettre en place un mode de saisine « simplifiée », à savoir par simple demande écrite déposée ou adressée au greffe.

Ils font observer que ce mode de saisine « simplifiée » existe déjà dans le Code judiciaire, notamment en ce qui concerne la demande de remplacement du notaire-liquidateur (article 1211 du Code judiciaire), la demande de désignation d'un gestionnaire de la masse indivise (article 1212 du Code judiciaire), la demande de désignation d'un expert (article 1213, § 3, du Code judiciaire) ou encore la demande visant à obtenir du tribunal la réduction des délais légaux (article 1218, § 4, du Code judiciaire) ⁴.

À la différence des hypothèses prévues ci-dessus dans lesquelles une instance est déjà introduite, la « simple demande écrite déposée ou adressée au greffe », dans le cadre de l'article 1184 du Code judiciaire, constituerait, en l'espèce, un acte introductif d'instance.

La section de législation observe que, contrairement à ce qui est prévu par les articles 1211 à 1213 et 1218, § 4, du Code judiciaire, aucune précision n'est apportée quant à l'obligation pour le greffe de notifier cette requête aux autres parties concernées ou de les convoquer. Celles-ci ont cependant intérêt à intervenir à la procédure de sorte que le législateur veillera à prévoir, à tout le moins, une notification de la demande introduite par le notaire aux parties et la fixation d'une audience.

⁴ Ces dispositions ont été introduites par la loi du 13 août 2011 'réformant la procédure de liquidation-partage judiciaire'. Cette loi a fait l'objet de l'avis 48.961/2 du 11 janvier 2011. Cet avis formule l'observation suivante concernant l'article 1212 du Code judiciaire :

« Le Conseil d'État constate qu'en vertu de l'article 1212 proposé, la désignation d'un gestionnaire de la masse indivise peut être sollicitée à la demande de toute partie ou du notaire-liquidateur dans le cadre d'une procédure rapide et largement déformalisée dont les développements relèvent qu'elle 's'inspire du libellé de l'article 19 alinéa 2 du Code judiciaire' [...]. [...]. Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison la demande de désignation d'un expert en cours de procédure n'est point réglée – à l'instar d'une demande de désignation d'un gestionnaire de la masse indivise – par la procédure rapide et déformalisée visée à l'article 19, alinéa 2, du Code judiciaire plutôt que d'être soumise à la procédure nettement plus longue et plus lourde, de dépôt par le notaire-liquidateur d'un procès-verbal intermédiaire. 2. En toute hypothèse et dans un souci de clarté, le texte devrait indiquer avec précision selon quelle procédure le tribunal peut être saisi d'une demande de désignation d'expert au cours des opérations de liquidation-partage. Le souci d'accélération de la procédure qui sous-tend la réforme proposée conduit également à s'interroger sur la question de savoir si la décision du tribunal désignant un expert en cours d'opérations est ou non susceptible d'appel. Un tel appel n'aurait en tout cas, selon le droit commun, aucun effet suspensif (article 1496 du Code judiciaire) ».

Par ailleurs, le contenu de la demande « simplifiée » n'est pas non plus précisé. Il convient de prévoir que cette demande simplifiée contient un exposé des difficultés. Dès lors qu'il s'agit de l'introduction d'une instance, à l'inverse des autres procédures introduites par simple demande (voir les dispositions relatives à la procédure de liquidation-partage citées dans le commentaire, soit les articles 1211 à 1213 et 1218 du Code judiciaire), il serait nécessaire que la demande précise en outre l'identité des parties.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorliggende wetsvoorstel wil onder meer een einde maken aan een rechtsonzekerheid die is ontstaan door disputen in de rechtsleer over de vraag of een of meer reservataire erfgenamen die op grond van het algemeen legaat – van de erflater – onterfd zijn, de mogelijkheid hebben een rechtsvordering tot vereffening-verdeling in te stellen zoals bedoeld in de artikelen 1207 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

De indieners van het voorstel merken meer bepaald op dat de meningen in de rechtsleer verdeeld zijn over de rechtspositie van de begunstigden van de inkortingsvergoeding, bedoeld in de artikelen 4.150 en 4.156 van het Burgerlijk Wetboek (onterfde reservataire erfgenamen), in het geval waarin de erflater een algemeen legaat nalaat aan een andere erfgenaam.

Zoals in de toelichting van het voorstel uiteengezet wordt, stellen sommige auteurs uit de rechtsleer¹ die begunstigden gelijk met “gewone (of chirografaïre) schuldeisers” en niet meer met volwaardige “erfgenamen”, zij het dat niet meer dan hun reserve in waarde wordt betaald. Een ander standpunt binnen de rechtsleer² luidt dat de wetgever, bij het aannemen van de wet van 31 juli 2017 ‘tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de erfenissen en de giften betreft en tot wijziging van diverse andere bepalingen ter zake’, niet de bedoeling had de hoedanigheid en de rechtspositie van de begunstigden van de (in waarde betaalbare) reserve te wijzigen, noch de juridische aard van die reserve, maar enkel de nadere regels die een weerslag hebben op de toekenning ervan.

[‡] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ HOLLANDERS DE OUDERAEN G. en FILLENBAUM J., ‘La réserve en valeur: aperçu de quelques impacts civils (passés inaperçus)’, *Rev.not.* 2021, 1026-1034; WYART V., ‘La réduction en valeur et les droits du conjoint survivant’ in WYART V. (ed.), *Le couple et le droit patrimonial de la famille*, Larcier, 2022, 99 e.v.; LALIÈRE F., ‘Le légataire face à l’acquisition de la propriété, à la délivrance, à la réserve en valeur et à l’acte d’hérédité’ in *Le “nouveau” testament. Le testament sous ses nouvelles facettes*, ALN, Larcier, 2022, 203 e.v.

² TAINMONT F., ‘Quelques incidences pratiques de la réforme du droit des successions’ in TAINMONT F. en VAN BOXSTAELE J.L. (eds.), *Tapas de droit notarial 2022*, coll. Patrimoine et notariat, Larcier, 2022, 7 e.v.; RENCHON J.L., ‘Actualités en droit des successions. À propos de certains effets problématiques de la réforme de notre droit des successions’ in *États généraux du droit de la famille IV*, Larcier-Anthémis, 2022, 83 e.v.

In dat verband stellen de indieners van het wetsvoorstel het volgende:

“Hoewel het niet toekomt aan de auteurs van dit voorstel om zich uit te spreken over de gegrondheid van de bestaande stellingen *de lege lata*, rechtvaardigt de loutere vaststelling van het bestaan van een controverse met betrekking tot de mogelijkheid om de procedure van gerechtelijke vereffening-verdeling aan te wenden in de hier beoogde gevallen ongetwijfeld een wetgevend optreden, om een einde te stellen aan de huidige twijfel en de rechtszekerheid te herstellen.

In dit kader, beoogt dit wetsvoorstel om een einde te stellen aan de huidige onzekerheid door de bepalingen met betrekking tot de gerechtelijke verdeling [en de minnelijke verdeling] opgenomen in het Gerechtelijk Wetboek punctueel aan te passen, zodat deze ook van toepassing zijn wanneer er, bij gebrek aan onverdeeldheid tussen de partijen, geen verdeling vereist is, maar een vereffening zich toch opdringt met het oog op het bepalen van de rechten van de partijen.”

Bedoeling is dus dat in het kader van de tenuitvoerlegging van de artikelen 1207 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek uitdrukkelijk wordt voorzien in de mogelijkheid van een vereffening van de rechten zonder dat in voorkomend geval een daaropvolgende verdeling plaatsvindt, aangezien er – volgens de indieners van het voorstel – in dat geval geen onverdeeldheid bestaat tussen de partijen.

Zoals uit de hierboven geciteerde toelichting blijkt, wil het voorstel geen standpunt innemen over de stellingen die in de rechtsleer tegenover elkaar staan, maar wil het rechtszekerheid bieden door te regelen welke gevolgen verbonden zijn aan de vermeende ontstentenis van een onverdeeldheid en dus aan de daaruit voortvloeiende onmogelijkheid de procedure van vereffening-verdeling, bedoeld in de artikelen 1207 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek, toe te passen, gelet op het feit dat de onterfde reservataire erfgenamen zouden worden beschouwd als gewone chirografaire schuldeisers ten aanzien van een algemeen legaat. De wetgever had weliswaar niet hoeven op te treden indien was geoordeeld dat het beginsel van betaling van de reserve in waarde moest worden beschouwd als een gewone regel voor de verdeling van erfgoederen, zodat de procedure van vereffening-verdeling van toepassing zou zijn. Dat lijkt echter niet het uitgangspunt van de indieners van het voorstel te zijn.

Dat neemt niet weg dat, volgens de hierboven aangehaalde rechtsleer, de interpretatie van de rechtspositie van de onterfde reservataire “erfgenamen” in het voorliggende geval rechtstreeks andere rechtsgevolgen meebrengt, naargelang de laatstgenoemden worden beschouwd als gewone chirografaire schuldeisers dan wel als volwaardige erfgenamen, die al dan niet de rechtspositie van mede-eigenaar (en dus van deelgenoot) hebben. Sommige auteurs menen namelijk dat de ontstentenis van een onverdeeldheid tussen de als algemene legataris aangeduide erfgenaam en de onterfde reservataire erfgenaam onder meer het volgende tot gevolg zou hebben:³

– de saisine van de onterfde reservataire erfgenamen vervalt onmiddellijk zodra de legataris zijn legaat aanvaardt (artikel 4.194 van het Burgerlijk Wetboek);

³ RENCHON J.L., *op.cit.*, 102-103; TAINMONT F., *op.cit.*, inz. 15, 17 en 23; HOLLANDERS DE OUDERAEN G. en FILLENBAUM J., *op.cit.*, 1027 e.v.

- de onterfde reservataire erfgenamen worden niet vermeld in de door de notaris opgemaakte akte van erfopvolging (artikel 4.59, § 2, van het Burgerlijk Wetboek);
- er worden geen sociale en fiscale notificaties gevraagd voor de onterfde reservataire erfgenamen (artikelen 4.98 tot 4.100 van het Burgerlijk Wetboek);
- de algemene legataris zou als enige gehouden zijn tot betaling van de lasten en de schulden van de nalatenschap (artikelen 4.98 tot 4.100 van het Burgerlijk Wetboek);
- het is niet mogelijk het mechanisme van de inbreng van schulden toe te passen (artikelen 4.94 en volgende van het Burgerlijk Wetboek);
- verzet tegen de verdeling zoals die is geregeld in artikel 4.101 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing.

Ter wille van de samenhang en teneinde de rechtszekerheid in haar geheel te waarborgen, verdient het aanbeveling de andere kwesties te regelen die voortvloeien uit de vaststelling dat er geen sprake is van een verdeling die moet worden verricht ten aanzien van de onterfde reservataire erfgenaam en uit de invoering van de procedure van “gewone vereffening” waarover het voorliggende voorstel handelt.

Er moet in de verdere parlementaire voorbereiding rekening gehouden worden met deze opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

DISPOSITIEF

Artikel 3

Er wordt verwezen naar de opmerkingen over amendement nr. 2.

ONDERZOEK VAN DE AMENDEMENTEN

Amendement nr. 2

1. De indieners van het voorstel beogen te bevestigen dat de vrederechter en de familierechtbank een gedeelde bevoegdheid hebben om de moeilijkheden inzake de boedelbeschrijving te beslechten waarmee de notaris die met de vereffening is belast, mogelijk wordt geconfronteerd.

2. Luidens de verantwoording van amendement nr. 2 is het niet de bedoeling ervoor te zorgen dat de notaris zich achtereenvolgens tot beide rechtsinstanties kan wenden, maar wel dat hij de keuzemogelijkheid heeft: hij kan zich, naargelang van de rechtsinstantie die hij het meest geschikt acht om het geschil te beslechten of de moeilijkheid op te lossen, ofwel tot de vrederechter ofwel tot de familierechtbank wenden, en wel zo dat de keuze van rechtsinstantie een definitieve keuze is.

Dat definitieve karakter blijkt evenwel niet duidelijk uit het oorspronkelijke artikel 3 van het voorstel, noch uit de herformulering ervan die voorgesteld wordt in amendement nr. 2.

Ter wille van de rechtszekerheid en om het nagestreefde doel naar behoren te bereiken, moet de wetgever duidelijker aangeven dat, gelet op de keuzemogelijkheid die aan de notaris wordt gelaten, de keuze die deze laatste maakt voor de ene of de andere rechtsinstantie definitief is.

3. Amendement nr. 2 wil een oplossing bieden voor de vraag hoe de notaris die in het kader van de boedelbeschrijving voor een probleem komt te staan, zich tot de vrederechter kan wenden.

De indieners van het amendement voorzien daartoe in de invoering van een “vereenvoudigde” wijze van aanhangigmaking, met name bij eenvoudig schriftelijk verzoek dat wordt neergelegd bij of gericht aan de griffie.

Zij merken op dat in het Gerechtelijk Wetboek al sprake is van die “vereenvoudigde” wijze van aanhangigmaking, met name voor het verzoek tot vervanging van de notaris-vereffenaar (artikel 1211 van het Gerechtelijk Wetboek), het verzoek tot aanwijzing van een beheerder van de onverdeelde boedel (artikel 1212 van het Gerechtelijk Wetboek), het verzoek tot aanstelling van een deskundige (artikel 1213, § 3, van het Gerechtelijk Wetboek) of nog het verzoek aan de rechtbank tot inkorting van de wettelijke termijnen (artikel 1218, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek).⁴

⁴ Die bepalingen zijn ingevoegd bij de wet van 13 augustus 2011 ‘houdende hervorming van de procedure van gerechtelijke vereffening-verdeling’. Over die wet is op 11 januari 2011 advies 48.961/2 uitgebracht. Daarin wordt de volgende opmerking gemaakt over artikel 1212 van het Gerechtelijk Wetboek:

“De Raad van State stelt vast dat krachtens het voorgestelde artikel 1212, de aanwijzing van een beheerder van de onverdeelde boedel kan worden aangevraagd door elke partij of door de notaris-vereffenaar in het kader van een snelle en grotendeels van formaliteiten ontdane procedure waarover in de toelichting vermeld wordt dat ze ‘aan(sluit) bij de bewoordingen van artikel 19, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek’. (...). (...). De Raad van State ziet niet in waarom de vordering tot aanstelling van een deskundige in de loop van de procedure niet geregeld is – net als een vordering tot aanstelling van een beheerder van de onverdeelde boedel – bij de snelle en van formaliteiten ontdane procedure vervat in artikel 19, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, in plaats van bij de duidelijk langere en meer omslachtige procedure van de indiening van een tussentijds proces-verbaal door de notaris-vereffenaar.

2. Hoe dan ook zou met het oog op de duidelijkheid in de tekst nauwkeurig moeten worden aangegeven volgens welke procedure tijdens de verrichtingen van vereffening-verdeling bij de rechtbank een vordering tot aanstelling van een deskundige aanhangig kan worden gemaakt. Het streven om de procedure te versnellen waarop de voorgestelde hervorming steunt, doet eveneens de vraag rijzen of tegen de beslissing van de rechtbank om in de loop van de verrichtingen een deskundige aan te stellen al dan niet beroep kan worden ingesteld. Zo een beroep zou hoe dan ook volgens het gemeen recht geen enkele schorsende kracht hebben (artikel 1496 van het Gerechtelijk Wetboek).”

Anders dan in de hierboven geschetste gevallen waarin reeds een vordering ingesteld wordt, zou het “eenvoudig schriftelijk verzoek” dat in het kader van artikel 1184 van het Gerechtelijk Wetboek wordt “neergelegd bij of gericht aan de griffie”, in dit geval een akte van rechtsingang zijn.

De afdeling Wetgeving wijst erop dat er, in tegenstelling tot wat de artikelen 1211 tot 1213 en 1218, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek bepalen, niets nader wordt bepaald over de verplichting dat de griffie de andere betrokken partijen kennisgeeft van die vordering of die partijen oproept. Deze hebben er evenwel belang bij in de procedure tussen te komen, zodat de wetgever op zijn minst moet voorzien dat het door de notaris ingediende verzoek ter kennis wordt gebracht van de partijen, en dat er een terechtzitting wordt vastgesteld.

Voorts wordt evenmin gepreciseerd wat het “vereenvoudigde” verzoek inhoudt. Er dient te worden bepaald dat dit vereenvoudigde verzoek een uiteenzetting van de moeilijkheden bevat. Aangezien het gaat om het instellen van een vordering, dit in tegenstelling tot de andere procedures die via een eenvoudig verzoek worden ingesteld (zie de bepalingen betreffende de procedure van vereffening-verdeling die in de toelichting aangehaald worden, te weten de artikelen 1211 tot 1213 en 1218 van het Gerechtelijk Wetboek), zou het verzoek bovendien ook de identiteit van de partijen moeten vermelden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX